



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°246 du 25 août 2020

modifiant l'arrêté préfectoral n° 2018-DCPPAT/BE-089 du 20 juin 2018 portant autorisation unique de la demande déposée par la SARL LAVAUSSEAU ENERGIES d'installer et d'exploiter un parc éolien sur les communes de Lavausseau et de Benassay (86 470)

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

LA PRÉFÈTE DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-DCPPAT/BE-089 du 20 juin 2018 portant autorisation unique de la demande déposée par la SARL LAVAUSSEAU ENERGIES d'installer et d'exploiter un parc sur les communes de Lavausseau et de Benassay (86 470) ;

Vu le projet de modifications porté à la connaissance de la préfète par la société Lavausseau Energies le 15 juillet 2020, concernant la réduction de puissance des aérogénérateurs et l'augmentation du linéaire de haies à couper et à raser pour permettre l'acheminement sur le site des éléments constitutifs des éoliennes, et le dossier joint ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 août 2020 ;

Vu le courriel adressé le 4 août 2020 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 18 août 2020 ;

Considérant qu'en application du 1° de l'article 15 de l'ordonnance du 26 janvier 2017 susvisée les autorisations délivrées au titre du chapitre IV du titre Ier du livre II ou du chapitre II du titre Ier du livre V du code de l'environnement dans leur rédaction antérieure à ladite ordonnance, sont considérées comme des autorisations environnementales relevant du chapitre unique du titre VIII du livre Ier de ce code, avec les autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments énumérés par le I de l'article L. 181-2 du même code que les projets ainsi autorisés ont le cas échéant nécessités ; les dispositions de ce chapitre leur sont dès lors applicables, notamment lorsque ces autorisations sont contrôlées, modifiées, abrogées, retirées, renouvelées, transférées, contestées ou lorsque le projet autorisé est définitivement arrêté et nécessite une remise en état ;

Considérant que le projet de modifications susvisé ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I. de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modifications susvisé justifie une mise à jour du tableau de classement des installations ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour la prescription relative aux défrichements de haies rendus strictement nécessaires afin de permettre l'acheminement sur site des éléments constitutifs des éoliennes ;

Considérant par ailleurs que les modifications portées à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 par l'arrêté ministériel du 22 juin 2020, portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, rende nécessaire d'actualiser le montant des garanties financières à constituer ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Sur proposition du secrétaire général,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – PORTÉE DU PRÉSENT ARRÊTE

Les dispositions applicables à la société Lavausseau Énergies pour le parc éolien qu'elle est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Boivre-la-Vallée (86 470) sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS MODIFIÉES

L'arrêté préfectoral du 20 juin 2018 susvisé est ainsi modifié :

I.- Le tableau figurant à l'article 1 du titre II est remplacé par le tableau ci-après :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	5 aérogénérateurs Puissance maximale unitaire en MW : 3 Puissance maximale totale installée en MW : 15 Hauteurs maximales : - mât (au moyeu) : 114 m - bout de pale : 180 m	A

II.- Les dispositions de l'article 2 du titre II sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1 du présent titre.

Le montant initial de la garantie financière de l'installation en application des articles R. 515-101 à R. 515-103 du code de l'environnement s'élève à :

$$M = \Sigma(Cu) = 300\,000 \text{ €}$$

où :

- $Cu = 50\,000 + 10\,000 * (P - 2) = 60\,000 \text{ €}$;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant de la garantie financière par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé modifié, soit :

$$M_n = M \times \left(\frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_0} \times \frac{1 + \text{TVA}}{1 + \text{TVA}_0} \right)$$

où

- M_n est le montant exigible à l'année n ;
- M est le montant initial de la garantie financière de l'installation ;
- Index_n est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie financière ;
- Index_0 est l'indice TP01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011, fixé à 102,1807 calculé sur la base 20 ;
- TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie ;
- TVA_0 est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2011, soit 19,60 %.

Pour l'année 2020, le montant de la garantie financière à constituer par la société Lavausseau Énergies s'élève donc à :

$$300\,000 \times ((108,7 / 102,1807) \times (1 + 20\%) / (1 + 19,6\%)) = 320\,207,86 \text{ €}$$

Avec :

- Index TP01 de mai 2020 : 108,7 ;
- Taux de la TVA applicable aux travaux de construction en 2020 : 20 %. »

III. Le premier alinéa du II de l'article 3 du titre II de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2018 susvisé est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les accès aux éoliennes sont réalisés en renforçant les chemins existants ou en créant de nouvelles voies sans défrichement des haies existantes exceptées lorsque cela est strictement nécessaire pour permettre l'acheminement des éléments constitutifs des éoliennes. »

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Boivre-la-Vallée et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 4– DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R.181-50 du code de l'environnement et à l'article 15 de l'ordonnance du 26 janvier 2017, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée auprès de la cours administrative d'appel de bordeaux (33) :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture de la Vienne

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

ARTICLE 5– EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Boivre-la-Vallée, ainsi qu'à la société Lavausseau Énergies.

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire générale


Emile SOUMBO